

Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste

Président : Edouard HERRIOT

Siège Social : 1, place de Valois - Paris (1er)



★

POLITIQUE EXTERIEURE

★

Coll 80468 (1950-8)

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONGRÈS

(DEAUVILLE, septembre 1950)

par

Paul BASTID

Député de la Seine, Ancien Ministre

Coll. 8-

1950

468

8



Paul BASTID

L
f
é
p
d
a
é
v
p
m
n
C
de
qu
ré

Il
de
ce
s'a
ni
sa
sa
né

lé
to
qu
St
ce
co
pri
Br
évo
da
pis
gué
ral

64.287



LA gravité de la situation internationale est la seule raison qui m'a déterminé à accepter, une fois de plus, ce rapport de politique étrangère. Je l'ai fait à diverses reprises dans le passé, mais jamais dans des circonstances aussi troublées et aussi troublantes. L'accélération des événements est telle que je n'ai pu vous présenter aucun document imprimé qui eût risqué d'être dépassé par les faits. Vous m'en excuserez, mais, dans un Congrès politique, on ne travaille pas pour les archives. C'est l'actualité fuyante qu'il convient de saisir au vol; c'est vis-à-vis d'elle qu'il faut déterminer et mesurer ses réactions.

L'atmosphère générale est sombre. Il importe de ne se dissimuler aucun des dangers qui menacent la paix, ou ce qu'il en reste. Mais le pire serait de s'abandonner à je ne sais quelle panique. Le parti radical a donné, dans sa longue histoire, trop de preuves de sang-froid et de lucidité pour qu'il soit nécessaire d'insister sur ce point.

Les événements de Corée ont ébranlé le monde et provoqué un peu partout les esprits au pessimisme. Il y a quelques semaines, à l'Assemblée de Strasbourg, j'ai été ému d'entendre certaines prédictions catastrophiques, comme si les tanks russes avaient déjà pris leur élan pour déferler jusqu'à Brest. Ce spectre a été plusieurs fois évoqué dans les discours publics et dans les conversations privées c'était plus encore. Non seulement des délégués étrangers de marque considéraient la guerre comme inévitable,

l'échéance en restant pour eux la seule inconnue, mais quelqu'un est allé devant moi jusqu'à dire que la seule chance de ne pas la perdre était de la voir éclater tout de suite.

Je ne partage pas un tel état d'esprit et j'imagine qu'il n'est pas davantage le vôtre. A l'épouser, le monde occidental risquerait de glisser à la guerre préventive, ce qui serait à la fois un crime et une folie. Nous n'avons pas fait la guerre préventive contre Hitler. Aucun Français ne l'a alors réclamée. Je me souviens même d'avoir entendu Franklin D. Roosevelt, qui passait à l'époque pour le plus nationaliste de nos compatriotes, en repousser l'idée avec une farouche énergie. La guerre préventive était pourtant, à cette époque, techniquement concevable. Il est clair qu'aujourd'hui elle serait non seulement odieuse, mais ridicule dans l'état présent de nos moyens militaires; et je suis convaincu que, même chez nos alliés plus puissants, aucune autorité politiquement responsable n'y songe. Je n'en veux pour preuve que la position catégorique prise à cet égard par le président Truman, qui n'a pas hésité à désavouer péremptoirement certaines affirmations imprudentes émises par des esprits légers.

Mais si la volonté pacifique des gouvernements démocratiques ne fait aucun doute, si elle n'est contestée que par la propagande communiste, il n'en est pas moins vrai que la paix peut être rompue soit par la volonté de l'adversaire, soit à titre d'accident éclatant dans une situation diplomatique confuse et troublée.

Mesdames et messieurs, les prétentions du communisme russe à l'hégémonie universelle sont connues. Il y a, à cet égard, dans les livres saints du léninisme et du stalinisme trop de textes irréfutables pour nous permettre la moindre illusion. Les déclarations qu'on nous fait de temps à autre sur la coexistence possible du régime capitaliste et du régime communiste n'ont qu'une valeur de circonstance et d'opportunité. Elles signifient simplement qu'on ne croit pas l'heure venue de déclencher la révolution mondiale.

Cependant, si les Russes avaient voulu envahir l'Europe occidentale, ils auraient pu depuis longtemps le faire, puisqu'ils n'ignorent pas plus que nous qu'aucune résistance valable ne saurait, jusqu'à nouvel ordre, être opposée à cette tentative. Ils ont donc estimé jusqu'ici que tel n'était pas leur intérêt. L'estimeront-ils toujours? C'est la question qu'avec angoisse chacun se pose.

De toute manière, je ne crois pas qu'il faille s'hypnotiser sur l'idée d'une guerre au sens classique du mot. Les méthodes du dictateur soviétique ne sont ni celles de Guillaume II, ni celles de Hitler; et en préparant notre défense selon les précédents des deux conflits mondiaux, nous nous exposons à de graves mécomptes. La conflagration, si elle éclatait, revêtirait dans tous les pays l'aspect d'une guerre civile; et partout c'est contre la cinquième colonne beaucoup plus que contre des troupes étrangères qu'il faudrait agir. Cette stratégie n'en serait d'ailleurs que plus atroce.

Mais si la Russie ne pousse pas, pour l'instant, ses pions jusque chez nous, au moins d'une manière voyante, il doit y avoir à sa prudence quelques raisons. Est-ce parce que la supériorité momentanée des Américains dans le domaine des armements atomiques la tient en respect? Est-ce parce qu'elle veut liquider d'abord la situation des puissances occidentales en Asie? L'une et l'autre hypothèses sont plausibles et elles peuvent d'ailleurs se conjuguer. Toujours est-il que le danger ne semble pas immédiat. Il demeure, en tout état de cause, redoutable à terme.

Je ne parle pas ici du peuple russe avec lequel nous n'avons aucune querelle, dont nous avons tous admiré le courage dans les deux guerres qu'il a faites à nos côtés. Mais la tentation restera toujours forte pour une équipe dirigeante soustraite à tout contrôle

de provoquer une guerre par personne interposée, même si on déclare officiellement et abondamment vouloir éviter tout conflit. Lorsque l'écheveau international est suffisamment embrouillé, une conflagration générale peut naître sans que ceux qui la désirent et qui y poussent prennent des responsabilités ostensibles. Il y a des surprises — divines ou diaboliques — dont on profite sans en avoir l'air et sans le dire, à telle enseigne que d'autres passent même, aux yeux d'une partie de l'opinion, pour les avoir déclenchées.

A cet égard, le précédent de Corée ne laisse pas d'être troublant, car il pourrait être une expérience qu'on se réserverait d'étendre et de généraliser. Il y a eu une agression certaine, caractérisée, de la Corée du Nord contre la Corée du Sud, et cette agression a mis en jeu, sinon des troupes, du moins des armements russes. Mais les Soviets se déclarent officiellement étrangers à cette affaire. Ils soulignent, de plus, qu'elle est d'ordre intérieur et que nul n'est qualifié pour intervenir. Ils vont plus loin : ils affirment que ces méchants Américains qui, au nom de la sécurité collective, conduisent les effectifs des Nations Unies, sont les véritables et les seuls auteurs du conflit. Ils le font croire à leur peuple, qui n'entend pas d'autre son de cloche. Ils le font croire à toutes les cinquièmes colonnes qu'ils entretiennent au dehors, voire à un certain nombre d'égarés de bonne foi.

L'opération de Corée apparaît ainsi doublement rentable du point de vue communiste. D'une part, elle semble l'équivoque sur ses propres origines. D'autre part, sans que la Russie ait officiellement s'exposer officiellement, elle fait apparaître l'insuffisance de la préparation américaine, jetant par là le doute dans l'esprit des démocraties qui se croyaient défendues. Ceci est du reste la vérité d'hier plus que celle d'aujourd'hui puisque les dernières nouvelles que nous parviennent nous apportent comme une bouffée d'espérance.

Cette opération ne pourrait-elle être renouvelée ailleurs, sur un échelle plus vaste, en Allemagne par exemple, au risque de déterminer cette fois une conflagration universelle? On nous dirait encore que, s'il plaît aux deux tronçons de l'Allemagne de se réunir sous la bannière communiste, nous n'avons aucun droit de nous y opposer qu'en le faisant nous prendrions la responsabilité de fauteurs de guerre, et ainsi de

suite, jusqu'à ce que le régime soviétique, à la faveur du désarroi général des esprits, s'installe par la force sur la terre entière.

Il faut donc regarder le péril en face et nous maintenir en état d'alerte, ce qui implique à la fois un réarmement matériel et un réarmement moral. Je n'insisterai pas ici sur l'urgence du premier, auquel le président Herriot et l'ensemble du parti ont déjà donné une adhésion éclatante. Mais je soulignerai la nécessité du second. Réarmer moralement, cela ne veut pas dire seulement prendre conscience de la menace et tendre sa volonté pour y faire échec, cela signifie au même titre une prudence de toutes les minutes qui se garde d'ajouter au trouble universel par des manifestations intempestives et de tomber, sous prétexte de faire face à l'adversaire, dans les pièges que son machiavélisme peut nous tendre.

Nous ne ferons reculer toute volonté éventuelle d'agression que par le spectacle d'une force calme, en pleine solidarité avec nos alliées naturelles, les démocraties sœurs de la nôtre. Pour défendre la paix, il ne suffit même pas d'être courageux, il faut encore être adroit.

L'Extrême-Orient

Dans ce bref exposé je voudrais laisser de côté tous les problèmes secondaires. Je ne ferai pas le classique tour d'horizon. L'attention se concentre, à l'heure actuelle, sur deux points du globe : l'Extrême-Orient, où la guerre sévit déjà, l'Europe et la communauté atlantique où elle pourrait éclater demain. Les autres questions internationales, si importantes et si difficiles qu'elles puissent être, passent, par la force des choses, au second plan.

L'enfièvrement de l'Asie

L'éveil général de l'Asie au sentiment de l'indépendance est l'un des grands faits qui dominent la période actuelle. Ses masses innombrables, ébranlées par une minorité intellectuelle restreinte que la culture occidentale a formée, sont partout en révolte contre la tutelle de la race blanche et aspirent confusément, mais parfois véhémentement, à s'en affranchir. Ce nationalisme instinctif mériterait la sympathie et le respect s'il ne revêtait pas, dans beaucoup de cas, une forme explosive et s'il ne se traduisait jamais par des haines de race.

Malheureusement, il n'épargne aux Européens aucune injustice et aucune violence, et il confond trop souvent les bienfaits de l'éducation avec la tyrannie oppressive. Sans vouloir méconnaître les excès sporadiques de la politique coloniale, on ne saurait sous-estimer l'immense apport que les Occidentaux ont fait à l'Asie, dans le domaine matériel comme dans le domaine moral. Mais tout cela est tenu pour lettre morte par des peuples qui considèrent toute intervention de l'étranger dans leurs affaires comme une intolérable usurpation.

Au cours des voyages que j'ai eu l'occasion de faire à travers le Pacifique et l'Asie, j'ai été frappé et alarmé par ce soulèvement universel contre ceux qu'on appelle les anciens maîtres. Les efforts des puissances dites coloniales pour transformer le régime de leur occupation et élever progressivement les populations dont elles avaient pris la charge au self government, ont été, la plupart du temps, bafoués et vilipendés. C'est tout de suite, sans conditions et sans réserves, mais non d'ailleurs sans voies de fait, que l'on réclame l'expulsion des blancs. Le feu couve partout où il n'a pas éclaté. Les foyers n'en sont que trop connus, qu'il s'agisse de l'Indochine, de la Malaisie ou de l'Indonésie.

Mais ce qui est particulièrement redoutable, c'est que cette Asie enfiévrée, où grouille un prolétariat misérable, fournit à la propagande soviétique son champ d'expérience le plus fructueux. Comment des foules déshéritées et ignorantes ne subiraient-elles pas le grossier mirage du communisme, alors surtout que les Russes s'ingénient à exciter, à exaspérer chez elles le sentiment national ?

C'est ainsi que nationalisme et communisme se conjuguent et s'interpénètrent. Et il y a certes beaucoup d'illusion dans la politique américaine, qui s'imagine que le premier est l'antidote du second et qu'il suffit de créer des Etats indépendants pour en diguer la marée soviétique.

Le manque de cohésion des Occidentaux

Face à cette irrésistible poussée, les Occidentaux, il faut bien le dire, ont manqué de cohésion. Ils se sont souvent, au cours des cinq dernières années, contrecarrés les uns les autres, sous l'empire de jalouses mesquines, comme si l'on était encore à la fin du siècle dernier où les ambitions de con-

quête s'opposaient, alors qu'il ne s'agit aujourd'hui que de sauver en commun ce qui peut l'être et d'échapper à une éviction générale et sanglante. Les manifestations de solidarité entre Européens en Asie ont été trop tardives et trop partielles pour être efficaces. Quant à l'Amérique, ses erreurs ne se comptent pas. Son anticolonialisme spectaculaire, hérité de l'histoire, mais d'une histoire dont les données n'ont rien de comparable à la situation de l'Extrême-Orient, a alimenté bien des campagnes délétères contre la race blanche, à laquelle elle-même appartient, et elle a commencé à en subir les contrecoups. Au demeurant, les incertitudes et les contradictions de sa politique en Chine lui ont attiré la double méfiance des vainqueurs et des vaincus et les conquêtes de Mao Tsé Toung ont paru réalisées contre elle. Je me trouvais à Hong Kong au moment où les communistes entraînent à Canton et j'ai mesuré en la circonstance l'incalculable perte de prestige qui en résultait pour tout l'Occident.

L'Indochine

En Indochine, où nous soutenons depuis quatre ans un effort surhumain pour une cause qui n'est pas seulement la nôtre, nous avons été longtemps méconnus par nos amis eux-mêmes et les concours désormais promis sont longs à arriver. Pourtant nous ne pouvons pas plus partir que rester seuls. Notre départ, à supposer qu'il fût matériellement possible, signifierait une démission honteuse vis-à-vis de nous-mêmes et vis-à-vis des Vietnamiens qui nous ont fait confiance. Mais, même en escomptant la formation plus ou moins rapide d'une armée autochtone, nous ne saurions davantage nous installer dans le statu quo au prix de sacrifices indéfinis.

L'affaire de Corée et la sécurité collective

Donc partout des impasses et partout des chausse-trapes. C'est dans cette fermentation malsaine de toute l'Asie qu'a éclaté l'affaire de Corée. Cette fois, les puissances démocratiques ont été secouées jusque dans leurs entrailles et une solidarité spontanée, immédiate, a joué entre elles. C'est le bon côté d'un conflit qui en a eu et qui en a encore tant de mauvais. On a fait front contre le péril reconnu commun. On n'a pas capitulé devant

l'agression. On n'a pas composé avec elle. Dans l'ordre moral, quel progrès depuis les abdications successives de la Société des Nations face au Japon, face à Mussolini, face à Hitler ! La *sécurité collective est entrée enfin en application*. Le parti radical tiendra, sans aucun doute, à saluer cette victoire du droit sur la force, comme l'a fait déjà l'Assemblée européenne de Strasbourg et comme vient de le faire, chose plus remarquable encore, la Conférence interparlementaire de Dublin, où tous les continents se trouvaient abondamment représentés.

Mais il ne faut pas se griser de mots. La décision salutaire et légitime, légitime plus peut-être que littéralement légale, des Nations Unies accentue encore la division du monde en deux blocs et risque de faire éclater la grande institution internationale. Elle n'élimine point par elle-même les chances de guerre; elle cimenterait seulement le bloc des amis de la paix. D'autre part, les peuples la jugeront comme ils jugent toute chose, d'après les résultats obtenus. Un échec risquerait d'être mortel.

Nous avons tous éprouvé une grande angoisse devant les revers initiaux des Américains. Chacun s'est demandé s'il existait une défense collective efficace et si nous n'étions pas voués en commun aussi bien que séparément à la submersion totalitaire. L'opinion américaine s'est émue autant que la nôtre. La leçon des faits n'aura sans doute pas été inutile. Il est apparu que les démocraties, une fois de plus, n'étaient pas prêtes. Aux Etats-Unis, en Angleterre, en France et ailleurs, on en tire déjà les conséquences.

De toute manière, l'expédition de Corée semble devoir être longue. L'essentiel est que le feu ne se propage pas. La politique du président Truman est, à l'évidence, de tout faire pour éviter d'étendre et d'envenimer le conflit. Ni à la Russie, ni à la Chine, il n'a voulu fournir aucun prétexte à l'intervention. L'action est poursuivie comme si les Coréens seuls étaient en cause; et aux diatribes quotidiennes des Soviétiques, on ne répond à Latta Success, que l'indispensable.

Un moment, il est vrai, on a pu craindre que Formose fût impliquée dans le conflit. Les déclarations ou les démarches du général Mac Arthur ont pu être exploitées. Mais le président Truman, conformément au sentiment de tous ses alliés, a fait prévaloir la

prudence. Dans les démocraties, ce sont les hommes d'Etat et non les militaires qui commandent.

Il est actuellement malaisé de prévoir l'évolution ultérieure de l'affaire coréenne. Les troupes des Nations Unies ne semblent certes plus devoir être rejetées à la mer. Combien de temps leur faudra-t-il pour remonter jusqu'au 38° parallèle? Iron-elles plus loin? Le sort de la Corée sera-t-il fixé par voie de négociations? Qui pourrait le dire? Mais ce qui est

certain c'est que les démocraties n'entendent pas préjuger la politique intérieure de ce pays. Elles ont voulu réprimer une agression qui aurait pu se répéter ailleurs si on l'avait laissée impunie. C'est le seul point sur lequel elles se soient solidarisées avec la Corée du Sud qui en était victime. Le régime futur de la Corée, quel qu'il soit, ne saurait être établi par la force. Il appartiendra aux Coréens eux-mêmes d'en décider librement et pacifiquement.

L'EUROPE ET LA COMMUNAUTÉ ATLANTIQUE

Les nations occidentales se sont senties menacées par les événements de Corée. Elles ont cru y voir une sorte de tentative préliminaire à un ébranlement général. Elles se sont même demandé si elles ne se trouvaient pas en présence d'un plan machiavélique consistant à laisser s'engager le plus possible de leurs forces en Asie pour se retourner ensuite contre leurs propres territoires. Si les Etats-Unis en particulier se trouvaient impliqués dans un conflit avec l'immense Chine, qu'advierait-il de l'Occident?

Urgence d'une organisation défensive

L'urgence d'une organisation défensive a éclaté à tous les yeux. Sur le plan national, des mesures ont été prises ou vont l'être ici et là, qu'il s'agisse d'une augmentation de la durée du service ou d'un effort financier nouveau. Mais une coordination s'impose et de ce qui a déjà été réalisé et surtout de ce qui devra l'être.

Il y a sans doute le Pacte atlantique pour la prévoir. L'Amérique a mis à la disposition des Etats participants et de la France en particulier des crédits et du matériel. Des comités interétatiques foisonnent, avec un grand luxe de réunions et de plans. Mais le public n'a pas l'impression que ces organismes proliférants aient été jusqu'ici très efficaces. On attend encore un programme concret dont l'exécution visible commence. On nous dit que les Etats-Unis seraient favorables à la création d'une armée de l'Atlantique comprenant des unités américaines stationnées en Europe, et

nous saluons volontiers leur récente décision de renforcer leurs effectifs sur notre continent. Mais l'application d'un tel projet requerra un temps assez long. En attendant, les armées proprement nationales sont d'une insuffisance notoire, et ce n'est pas l'existence, d'ailleurs indispensable, d'un commandement unique qui remédiera à leur infériorité.

Il est nécessaire, en tout cas, que les charges soient équitablement réparties et que, dans les plans stratégiques, on envisage la protection de tous les territoires métropolitains, que, sous prétexte d'organiser la défense au-delà des mers, on n'abandonne pas des populations entières aux horreurs de l'invasion et de la servitude.

Le problème de la défense à l'Assemblée de Strasbourg

Sur le plan strictement européen, le problème de la défense a été posé à Strasbourg avec netteté, mais on ne saurait dire qu'il y ait été résolu. Divers orateurs ont fait valoir que l'Europe unie, l'Europe, même mutilée du statut, représentait en hommes une force au moins égale à celle de l'Union soviétique et en richesses économiques une puissance infiniment supérieure.

M. Winston Churchill a réclamé la création immédiate d'une armée européenne en acceptant qu'elle soit placée sous la direction d'un ministre européen de la Défense, comme les Français l'avaient demandé. Ce serait, en réalité, le seul moyen d'utiliser les forces allemandes en les encadrant lorsqu'on pourra les armer, c'est-à-dire après les autres, car de trop douloureuses expériences nous ont appris à

redouter la résurrection outre-Rhin d'une armée nationale. Vis-à-vis de l'Allemagne occidentale, en effet, la prudence s'impose. Non que je veuille mettre en doute la bonne foi de ses dirigeants officiels, mais ce territoire est une cuve où fermentent encore bien des passions troubles que le gouvernement a souvent de la peine à dominer. Soit dit en passant, je suis un peu inquiet de voir le statut d'occupation s'en aller lambeau par lambeau, sans que les Allemands, d'ailleurs, nous en aient la moindre gratitude; car ce statut, même assoupli comme il pouvait et comme il devait l'être, représentait une garantie de stabilité et de paix. N'oublions pas qu'il y a, outre-Rhin, trop de gens qui, pour relever la puissance germanique, misent sur les deux tableaux à la fois, sur le soviétique comme sur l'occidental. Nous avons entendu à Strasbourg des discours de socialistes allemands qui, à cet égard, dans leur ambiguïté, étaient pour nous parfaitement clairs. Le contrôle des Alliés sur la politique allemande ne saurait être biffé d'un trait de plume.

Il convient, au demeurant, d'éviter les illusions sur la manifestation spectaculaire de Strasbourg. Bien qu'elle ait rallié une énorme majorité, les Scandinaves et les travaillistes britanniques sont demeurés plus que réticents. La création d'une armée européenne est liée, qu'on le veuille ou non, à celle d'une organisation politique supra-nationale. Or, à l'heure actuelle, les Français et les Italiens sont à peu près les seuls à en vouloir. Au surplus, Strasbourg n'émet que des vœux et il est douteux que les gouvernements réalisent celui-là.

La construction de l'Europe

D'une manière générale, la seconde session de l'Assemblée européenne a été décevante, bien qu'elle se soit déroulée dans une atmosphère parfaitement cordiale. C'est que l'opposition demeure et s'affirme entre ceux qui acceptent des abandons de souveraineté et ceux qui invinciblement y répugnent. Beaucoup de délégués ne conçoivent Strasbourg que comme un lieu de rencontre, comme un forum où l'on échange des vues sans se lier à faire passer dans la pratique aucun projet décisif. Le gouvernement anglais se comporte comme si le Conseil de l'Europe n'entraînait aucune novation dans les méthodes de la diplo-

matie traditionnelle. Ses représentants à Strasbourg n'ont même pas caché que telle était leur position. Certes, on a répété aux partisans d'une action plus directe et plus immédiate qu'il pouvaient contracter des liens plus étroits à l'intérieur d'une Europe déjà limitée; on les a même engagés à faire l'expérience en leur promettant encouragements et sympathie. Mais lorsqu'on va au faire et au prendre, la Grande-Bretagne demeurant défaillante, il n'y a plus grand monde pour s'unir, car ceux-là mêmes qui étaient enclins à se fédérer hésitent à se séparer d'elle. Tel est au fond notre cas. Nous appréhendons de rester seuls avec les Allemands et les Italiens, qui ne sont d'ailleurs même pas unanimes. Quant aux petits Etats et en particulier au Benelux, un tel *aparte* les effraie, si bien que la grande manifestation prévue en faveur d'un pacte fédéral restreint a dû être, en fin de compte, décommandée.

La vérité est que la construction européenne progresse lentement et qu'on n'aperçoit pas encore le moment où l'Europe, comme telle, pourra jouer, dans la vie internationale, un rôle décisif. Je ne veux pas dire par là qu'il faille renoncer à la tâche entreprise. Rien de ce qui peut servir la concorde entre les démocraties n'est inutile. Nous nous sommes engagés à Strasbourg à défendre devant nos parlements nationaux les motions votées par l'Assemblée à la majorité des deux tiers. Ainsi peut s'amorcer un mouvement de législation parallèle qui est peut-être la méthode la plus sûre, étant donné les réticences de certains gouvernements. Mais cette procédure est fort lente et il serait téméraire d'en escompter beaucoup dans l'immédiat. Quant à la réforme, c'est-à-dire au resserrement du statut, elle dépend surtout de la bonne volonté des gouvernements et, dans la conjoncture actuelle, il ne faut pas placer en elle trop d'espoir.

En attendant, nous avons voté avec quelques amendements un projet de convention qui nous était présenté par le Comité des ministres sur la garantie des Droits de l'Homme. Mais ce n'est pas là ce qui passionne les peuples, ils ne sont pas frappés de défaillances éventuelles des justices nationales; ce qu'ils demandent, c'est l'organisation sur un plan concret et pratique d'une communauté véritable, économique aussi bien que militaire.

C'est en dehors, notons-le, du Conseil de Strasbourg qu'a été prise, sur le plan européen, l'initiative la plus heureuse, sous la forme du plan Schuman. Notre ministre des Affaires étrangères, conscient des difficultés auxquelles se heurtait la création de l'Europe, a imaginé de les tourner en organisant d'abord l'union de deux industries-clés, celles du charbon et de l'acier. Il y a vu un moyen de préparer les esprits à des fusions plus larges, un moyen aussi de rendre impossible toute nouvelle guerre franco-allemande. Le gouvernement, dans le sein duquel le Parti Radical était représenté, a été unanime à recommander le projet. Pour ma part, je n'hésite pas plus à l'approuver que mon ami Gaillard. Mais la réalisation de ce plan se heurte aux mêmes obstacles que les autres, car le noyau en est une autorité supranationale investie, sous contrôle d'ailleurs, de larges pouvoirs de décision; et les fanatiques de la souveraineté ont immédiatement regimbé.

A Strasbourg, où M. Schuman est venu exposer son projet, il a été accueilli avec beaucoup de sympathie verbale, mais aussi avec des réserves de fond assez sérieuses. Quoi qu'il en soit, les négociations se poursuivent entre les pays qui ont accepté de participer, et parmi lesquels nous regrettons une fois de plus de ne pas voir la Grande-Bretagne, demeurée encre au balcon pour suivre l'épreuve. L'ardente faveur des Etats-Unis supplée

dans une certaine mesure à son abstention provisoire. Je suis convaincu qu'il faut soutenir avec énergie une initiative constructive qui fait honneur à la France.

Les pays de l'Europe occidentale ne doivent pas se borner à resserrer leurs liens, ils doivent tenir les fenêtres ouvertes et s'efforcer de maintenir les relations économiques avec l'Est. Cette attitude leur est matériellement nécessaire et elle peut contribuer aussi à préserver la paix. La Commission économique des Nations Unies, un des rares organes internationaux dans lesquels les pays soviétiques soient encore représentés, a envoyé en Russie son secrétaire général, M. Myrdal, en vue de renouer des échanges entre les deux tronçons de l'Europe; nous ne pouvons qu'applaudir à cette tentative. La bonne volonté de la France est certainement entière, mais la collaboration économique elle-même se heurte à de graves difficultés politiques, et nous n'avons pas toujours trouvé, de l'autre côté, une bonne volonté égale à la nôtre.

L'Europe occidentale a aussi le souci légitime que ce commerce ne porte que sur des articles d'usage exclusivement pacifique. Quoi qu'il en soit, des conversations multilatérales ont été envisagées en vue de négocier dans le cadre offert par les Nations Unies des accords englobant l'Europe entière. Quelle que soit la procédure, nous souhaitons ardemment qu'on aboutisse à un résultat.

CONCLUSION

Mesdames, messieurs, je voudrais conclure. Le grand mal de l'heure, ce ne sont pas les difficultés d'ajustement entre les deux communautés idéologiques qui se partagent le monde, la démocratique et la totalitaire; aucune de ces difficultés n'est insoluble. Le mal, c'est la psychose de guerre qui semble s'emparer à nouveau de l'humanité. C'est la méfiance réciproque, inégalement justifiée, mais également intense, qui anime les deux blocs en présence; chacun d'eux tendant à se comporter comme s'il tenait un conflit pour inévitable. D'où la course aux armements, dans laquelle nous sommes d'ailleurs fort en retard; d'où l'inquiétude universelle des hommes. Chacun aspire à la paix, mais peu de gens y croient, ce qui n'est pas un moyen de la préserver ou plutôt de la rétablir; et il y a aussi des revendications en faveur de la paix qui sonnent comme des appels à la guerre. Lorsqu'elle n'est pas dans les cœurs et dans les esprits, la paix ne saurait se rencontrer dans des formules tumultueuses de meeting, dans des slogans accusateurs dont la pointe n'est que trop visible.

Une certaine propagande que vous connaissez bien se pare de l'idée de paix pour combattre avec violence la politique des Etats démocratiques, représentés par elle comme des fauteurs de guerre. Son allure haineuse devrait suffire à mettre en garde les foules, mais elle use quelquefois d'arguments simplistes propres à tromper les esprits faibles. Elle a entrepris de persuader aux masses que l'existence de la bombe atomique était le plus grand obstacle à la paix, que les puissances occidentales, Etats-Unis en tête, en étaient seules responsables. De là à dire que ces puissances complotent d'utiliser spontanément l'arme atomique, et de détruire ainsi des populations entières, il n'y a qu'un pas, et on le franchit aisément. Tout s'arrangerait donc si les bombes existantes étaient immédiatement détruites.

La thèse des démocraties c'est que la guerre elle-même, et non pas seulement telle ou telle de ses formes, devrait être mise hors la loi. Pour un désarmement général simultané et contrôlé, d'accord, tout de suite et de grand cœur. Mais, dans l'état actuel

des choses, la destruction des bombes atomiques ne serait qu'un désarmement unilatéral: en bénéficierait seul le camp qui ne les possède pas encore en quantité suffisante et dont la supériorité reste écrasante en ce qui concerne les autres armes.

La bombe atomique a la valeur d'une menace contre un agresseur éventuel qui se verrait exposé à des représailles foudroyantes. Quant à penser que ceux qui la détiennent s'en serviraient pour attaquer les autres, c'est leur faire une évidente injure. Les Américains ne l'ont même pas employée pour résister à l'agression coréenne, estimant sans doute que cette affaire, malgré son indéniable gravité, ne présentait par un caractère assez décisif pour justifier une réplique aussi atroce. Nous espérons fermement qu'ils n'auront jamais à s'en servir, mais qui sait si l'existence de cette arme ne contrebalance pas la disproportion écrasante qui existe entre les forces des deux camps affrontés?

Bien entendu, ce qui est vrai aujourd'hui ne le sera pas éternellement. Un jour arrivera peut-être où la Russie, dans ce domaine, rejoindra l'Amérique. Cela revient à dire que la paix court à terme plus de risques qu'au comptant; cela signifie surtout qu'il faut utiliser au mieux le délai qui nous est imparti. Non seulement les démocraties doivent intensifier leur armement dans les autres domaines, mais aussi, sans se décourager, jusqu'à l'extrême limite des possibilités politiques, elles doivent s'efforcer de négocier avec l'adversaire virtuel un compromis susceptible d'éviter à la race humaine un cataclysme apocalyptique.

En bref, messieurs, et ce sera mon dernier mot, il faut à la fois se préparer à la défense et se tenir toujours prêt à converser. La négociation est le but, probablement lointain, peut-être même aléatoire. L'union dans la force n'est que le moyen, mais un moyen indispensable, car les expériences ont montré que les dictateurs ne respectent jamais ceux qui s'abandonnent, ils ne composent pas avec eux, ils ne traitent pas avec eux; ils se contentent de profiter de leur faiblesse et de leurs divisions pour les conquérir et les asservir.

MOTION

Le Parti radical et radical-socialiste Alarmé des graves menaces qui planent sur la paix générale, mais résolu à ne pas céder au découragement et à poursuivre son action en faveur de la concorde internationale dans la justice et dans le respect de tous les Etats,

Approuve sans réserve les Nations Unies d'avoir, pour la première fois, réalisé la sécurité collective face à l'agression survenue en Corée et salue leurs troupes qui combattent courageusement pour la cause du droit,

Affirme son étroite solidarité avec toutes les puissances démocratiques qui cherchent à faire prévaloir l'esprit de conciliation sur les abus de la force,

Proclame la nécessité qu'elles organisent sans aucun retard une défense commune efficace pour parer à toute éventualité et à toute surprise,

Convaincu qu'un effort constructif de collaboration économique et politique ne s'impose pas moins entre elles que des projets militaires concertés,

Se prononce sans hésitation pour le plan Schuman, dans lequel il voit une

première étape de l'Union européenne, Souhaite ardemment que les institutions de Strasbourg se consolident et se renforcent, ce qui ne saurait d'ailleurs exclure le développement des échéances avec l'Europe orientale soumise à la dictature totalitaire.

Mais, sans repousser l'idée que des relations normales puissent un jour s'établir entre l'ouest et l'est, enregistre l'échec de toutes les tentatives du monde libre pour faire cesser la guerre froide.

Compte, dans les circonstances présentes, sur l'énergie, le civisme et le sang-froid du peuple français pour résister avec une volonté inébranlable à toute entreprise extérieure éventuelle, aussi bien qu'aux efforts de désagrégation nationale déjà réalisés par la cinquième colonne.

Affirme solennellement sa fidélité à l'esprit de paix, mais dénonce les propagandes qui, sous le couvert mensonger de la paix, ne font appel qu'à la haine et à la violence.

(Adoptée à l'unanimité).

Société Nationale des
Entreprises de Presse
IMPRIMERIE
CHATEAUDUN
59-61, rue La Fayette
Paris-IX^e
